



2 ou 3 choses que nous avons retenues

Séances des 29 et 30 janvier 2014 N°1 – 2014

► Points d'étape sur réorganisations dans les 3 UI

Pour la CFE-CGC, il n'est question dans ces différents points d'étape que de 2 choses :

- la Direction, sous couvert de diminution des effectifs bien plus importante que la baisse de l'activité, veut rendre les équipes bonnes à tout pour surtout ne pas avoir à recruter.

Une stratégie qui n'est pas nouvelle et qui a dévalorisé les savoir-faire techniques au fil du temps, décourageant du même coup les équipes. Par ailleurs, la prévention des RPS est balbutiante dans les dossiers de réorganisation, alors qu'au niveau national force est de constater une sur-représentation des UI dans les suicides.

- toujours pour les mêmes raisons, le fait que demeurent 3 UI en DOCE va rapidement devenir une pure illusion, une fiction, pour conserver encore quelques temps 3 états majors, tandis que sur le terrain tout se rassemble, tout se réunit. Combien de temps cela va-t-il durer ? tant que les bases du SI ne seront pas fusionnées - tant que le contrôle de gestion n'aura pas été unifié ?

En résumé, la solution magique pour régler le différentiel entre la baisse des effectifs beaucoup plus importante que la baisse de l'activité est d'adapter l'organisation du travail - avec un développement de la polyvalence (savoir aider) et de la poly-compétence (savoir faire) ,

- avec un développement progressif des compétences des techniciens pour une entraide plus étendue,

- avec un axe de développement pour conserver exclusivement l'expertise Boucle Locale en interne,

- avec les seules études complexes réservées aux Chargés d'Affaires (ex : travaux en coordination avec les collectivités locales, dissimulations de réseaux pour raisons esthétiques),

- avec pour l'« environnement technique » (alimentation électrique, conditionnement d'air, protection induction...) l'expertise seule qui sera conservée en interne et le reste sous-traité...

Dans le détail :

→ GTC Chambéry et St Etienne :

95 salariés fin 2013 soit 86,4 ETP, fin 2016 = 53,5 ETP, besoins ETP fin 2016 prenant en compte la baisse de l'activité (calculs direction) = 73,2 ETP, manquent 19,7 ETP, soit - 37 % par rapport aux besoins estimés.

→ CA Réseau structurant et Entreprises (CACER)

Pilotage SAV E : 13,5 ETP fin 2013, 10,5 fin 2016

Pilotage SAV RS : 14,5 ETP fin 2013, 9,2 fin 2016 (baisse d'activité = 8,4%, baisse d'affectifs = 27%).

→ Back office Production affaires : 114 salariés sur les 3UI, soit 102,8 ETP ramenés à 67,2 ETP fin 2016, soit - 33,6 ETP (- 33%). Parallèlement, la baisse de l'activité

d'ici fin 2016 est estimée à - 17%...

→ Pilotage des fournisseurs : 37 salariés, soit 24,5 ETP fin 2013 ramenés à 12,8 ETP fin 2016 (- 52%).

Les besoins estimés fin 2016 (après mutualisation et baisse du nombre de sous traitants) sont estimés à 7,1 (facturation) et 7 (gestionnaires de contrats) = 14,1 ETP

→ Gestion des Appros + PLR : 19 salariés, de 14,1 ETP fin 2013 à 9,4 ETP fin 2016 (- 33%). Compte tenu de la baisse de l'activité, les estimations de la Direction prévoient 13 ETP fin 2016 (différentiel de - 28%).

En résumé de ces différentes évolutions, au-delà de la mutualisation avancée pour faire le joint entre la baisse des effectifs beaucoup plus importante que la baisse de l'activité, la Direction nous ressort toujours les mêmes lunes ressassées depuis au bas mot 20 ans (l'amélioration des processus), plus (ce qui est nouveau) la mise en place d'automates pour éviter des doublons de saisie dans le SI plus l'utilisation de tablettes par les TEC pour choisir le bon PC sur le terrain plus process ETR,...

Manifestement, comme il y aura loin de la coupe aux lèvres tellement le différentiel est important, il y aura de toute façon besoin de recruter, ce que la Direction ne s'interdit pas, mais seulement au coup par coup (lorsque ça « coïncera » de trop).

Et puis pourquoi avoir attendu d'être ainsi acculée par la vague de départs massifs pour enfin moderniser ce qui pouvait l'être (les automates, par ex...). Qu'ont donc fait nos directions successives durant toutes ces années ?

Par ailleurs, la CFE-CGC a posé la question à Mme la directrice de l'UI Alpes concernant le plan radial, qui aurait été levé quelques jours seulement avant la date du CE, après avoir été déclenché il y a... plusieurs mois (alors que les plans radial ont vocation à répondre uniquement à des situations d'urgence), tout cela comme marqueur d'une situation de sous effectif.

Au final, derrière les dossiers de réorganisation, il y a les hommes et les femmes d'Orange à qui on demande beaucoup, beaucoup d'adaptations, parfois des changements de métiers. Il faut donc porter une attention particulière et essentielle au volet prévention des RPS par rapport à une population des UI particulièrement fragilisée.

► Restauration

La Direction assume et assure la gestion déléguée de la restauration alors que le code du travail prévoit que cette gestion est du ressort des CE. Le résultat, en DO Centre Est, hormis à Lyon où la situation est stable, (avec cependant une augmentation du prix des repas), est que la société API, sans doute pour nous faire re-

gretter Sodexo, va désormais chercher par camion les repas à Blois pour les livrer à Clermont-Ferrand. Sans doute une nouvelle définition pour les notions d'éco responsabilité et de RSE (voir ci-après) ?

► Organisation par secteurs géographiques de l'UI Auvergne

Face à cette foudroyante de réorganisations en UI, la Direction de l'UI Auvergne n'a rien trouvé de mieux que d'en remettre une couche avec ce projet de réorganisation par secteurs géographiques (un secteur par pour chacun des 4 départements auvergnats).

L'idée de départ est de s'aligner sur une baisse annoncée de l'activité (- 10 000 signalisations de dérangements), alors que la baisse de l'activité n'est pas certaine du tout, le contre exemple en ayant été fourni par M. Squizzato, Directeur de l'Intervention à Orange, qui pronostique plutôt une hausse de l'activité dans certains domaines avec, par exemple, + 40% des petits PABX pour 2014.

Le pire n'est donc jamais certain, d'autant que ce projet de sectorisation suscite de nombreuses interrogations, comme de savoir entre autres comment seront organisés les métiers techniques non couverts sur Moulins, Le Puy et Montluçon (entraide généralisée, comment sera formalisée l'entraide ?).

A suivre, ou plutôt pour ce qui concerne la CFE-CGC, projet à gentiment remiser au fond d'un tiroir rapidement.

► Sectorisation du SST (service de santé au travail)

Pour la CFE-CGC, le grand oubli dans la présentation de ce dossier a été l'outil Sésame (informatisation des dossiers médicaux) qui va dans un 1^{er} temps accroître la charge de travail des infirmières, alors que dans le même temps, compte tenu des décrets relatifs à l'évolution de leur activité, leur présence deviendra nécessairement plus forte sur le terrain.

Auront-elles le temps nécessaire pour tout concilier, alors que leur temps de travail est déjà phagocyté par des tâches administratives.

La CFE-CGC a donc réitéré sa demande d'accroissement du nombre de secrétaires médicales (une seule actuellement en DO centre est). Parallèlement, nous avons rappelé la charge de travail des médecins, plus importante à Orange, compte tenu du contexte particulier de l'entreprise depuis l'ère Lombard, au-delà du simple respect des ratios imposés par la réglementation.

► Expression directe des salariés UI Alpes et Lyon

La CFE-CGC a voté contre ces 2 projets d'accord au motif

que 6 heures/an sont insuffisantes par rapport au cadre des lois Auroux, ayant institué ce dispositif, instaurées de plus dans un cadre trop contraint. **Vote** : Pour = CGT et CFDT - Contre = CFE-CGC, SUD, FO.

► La RSE (Responsabilité Sociale d'Entreprise) en DO Centre Est

La CFE – CGC est évidemment extrêmement favorable à tout ce qui constitue la RSE, avec toutes les valeurs morales, éthiques, environnementales et sociétales que cela tend ou sous - tend.

Cela étant, même si tout n'est pas négatif, on a un peu trop souvent le sentiment que la RSE, comme toutes les labels que Orange pioche et empoche de ci, de là, n'est trop souvent que de l'affichage (même s'il n'y a pas que de l'affichage, voir l'accord handicap, récemment signé par toutes les organisations syndicales, etc..) – qu'un exercice de communication extrêmement bling bling à destination des media.

La RSE englobant un éventail considérable d'items, la CFE-CGC est intervenue lors de ce CE :

- S'agissant des achats « responsables » pour mettre l'accent sur la situation du Coltan, minerai indispensable à la fabrication des téléphones portables et PC, dont l'extraction en RDC est la cause ou l'occasion d'épouvantables drames humains et environnementaux.
- S'agissant de la diminution de 20% de nos gaz à effet de serre, pour rappeler que le déménagement dans un immeuble même HQE s'accompagne le plus souvent d'augmentations de trajet annihilant de fait les gains réalisés.
- Conférence « Ondes et santé » : on entend dire tout et son contraire sur les ondes électromagnétiques ; il est malheureusement probable que d'ici quelques années on se heurte avec cette question des ondes, qu'elles soient émises par les relais ou par les téléphones portables, à un véritable scandale sanitaire comme on est en train d'en connaître un avec le diesel désormais reconnu comme cancérogène non plus seulement probable, mais certain.

Au final, la RSE pourrait et devrait être l'occasion de penser ou repenser un nouveau modèle d'entreprise prenant en compte tous les acteurs contribuant à son activité, dans le respect de l'être humain, des sociétés et de l'environnement naturel.

Elle permettrait de contester le pouvoir actuellement discrétionnaire des actionnaires et la quête permanente du profit financier.

Prochain CE : 19 et 20 février 2014

Élu au CE de la DO Centre Est

titulaire : Noël Fayeaux (AE R2A) - 06 70 03 56 80

Représentant syndical : Jean-Pierre Testi (AER2A) - 06 07 82 82

86

Cadres et non cadres, plus d'infos sur :

www.cfecgc-unsaf-t-orange.org

nos

- Comprendre & Agir

lettres :

- Épargne & actionariat salariés

pour vous abonner : secretariat@cfecgc-unsaf-t-orange.org

nos blogs :

- www.telecoms-media-pouvoir.net

- www.adeas-ftgroup.org